

Monsieur le Maire et ses adjoints, chers voisins. Merci tout d'abord de bien avoir voulu participer à ce grand débat national qui peut être l'occasion pour tout à chacun de pouvoir s'exprimer. Afin d'essayer de répondre aux multiples questions posées par ce débat, il me semble nécessaire de reprendre certaines données pour bien comprendre le monde dans lequel nous vivons.

Nous vivons une période écologique sans précédent. Je n'emploie pas le terme de crise qui laisserait à penser qu'une situation antérieure puisse être retrouvée. Premièrement le changement climatique : le récent rapport à 1,5° du GIEC nous alerte sur ce qu'il faudrait faire pour ne pas dépasser cette limite. Les émissions de GES doivent baisser de 45% d'ici à 2030. Tout en sachant qu'elles ne font qu'augmenter chaque année, en 2017 même soit 2 ans après la signature des accords de Paris +3%. Tout en sachant qu'à partir de 2°, les récentes études scientifiques dont celle publiée par la revue scientifique Proceedings of the National Academy of Science cet été font mention d'une planète étuve pour laquelle 15 boucles de rétroaction peuvent être engagées à partir de 2° rendant le climat absolument incontrôlable et non viable pour notre forme de vie sur terre d'ici la fin du siècle.

En l'état actuel de notre mode de vie, les 2° seront atteints en 2030. En outre, nous vivons une nouvelle période géologique baptisé anthropocène, caractérisée par les multiples conséquences de notre mode de vie sur terre, ainsi que par la sixième extinction massive des espèces. Il est bon de rappeler que celles-ci disparaissent 1000 fois plus rapidement que le rythme normal (à raison de 200/jour). Ainsi, en quarante ans, 60 % des vertébrés sauvages ont disparu, 70 % des réserves halieutiques, 80 % des insectes en Europe. Ceci pose de nombreuses questions éthiques qui ne font pas l'objet du débat, malheureusement.

Mais ces considérations posent également une question absolument essentielle que nous ne pouvons déporter plus longtemps : la survie de l'espèce humaine est-elle possible d'ici la fin du siècle ? Une question bien plus importante qu'un point de PIB, une hausse des impôts, ou une augmentation de pouvoir d'achat. Il ne s'agit pas de choisir, pour maintenir notre système de retraite, si nous devons travailler une année de plus ou une année de moins, mais si ce système de retraite existera encore lorsque j'aurai l'âge d'en profiter. Tout en sachant que j'ai 37 ans. Notre mode de vie est clairement responsable de cette destruction massive, en accord avec toutes les données scientifiques dont nous pouvons disposer.

Est en cause notamment notre dépendance aux énergies fossiles. En effet, à l'échelle mondiale la dépendance au pétrole est de 80 %, et en ce qui concerne le mix énergétique français, à 45 %. Notre électricité, vertueuse du point de vue des émissions à hauteur de 70 % soit notre consommation nucléaire, ne saurait tolérer une augmentation des GES. Je fais donc partie de ceux considérant en accord avec Monsieur Jancovici et Monsieur Auzanneau, responsables du Shift projet, qui considèrent comme nécessaire de ne pas fermer les centrales nucléaires. Notre électricité pour le moment ne présente pas le principal problème, même si les investissements intéressants notre parc nucléaire peuvent faire l'objet, au cas par cas, d'études de remplacement par des EnR. Les principaux risques en accord avec les données concernent notre manière de nous véhiculer 30 %, la consommation énergétique des bâtiments 19%, et l'agriculture 20% (source Ministère de la transition écologique et solidaire jan 2018). Nos véhicules étant évidemment dépendants au pétrole pour la majorité d'entre eux. Or, ce pétrole jusqu'au pic pétrolier prévu par nombre d'experts pour la décennie 2020-2030 (avec

une difficulté d'approvisionnement pour 2025 source AIE est encore bon marché et freine tout investissement qui ne soit pas court termiste.

Dans ces conditions, inutile de dire que la limitation à 80km/h sur les routes secondaires ne sera pas abordée au vu du manque d'intérêt de la mesure.

La transition écologique et énergétique ne peut être que l'alpha et l'oméga de notre politique nationale. Car elle remet en question la possibilité même de nos vies, la projection que l'on s'était faite de celles ci, la possibilité de vivre dans un monde vivant pour nos enfants et d'une manière générale notre bonne santé psychologique et philosophique. Si elle n'est pas entreprise rapidement, elle remet intégralement en question notre rapport au travail, son utilité, notre sécurité, notre amour pour la vie. Elle va même jusqu'à remettre en question le dogme de notre économie libérale. Jusqu'au libre échange. Jusqu'à la recherche à tout prix de croissance.

Même si, il est bon de rappeler que cette transition ne peut être que le seul effet de la France et qu'elle doit s'inclure dans une politique multilatérale, bien mise à mal en ce moment et pour laquelle malheureusement il n'appartient pas à ce débat National de trancher ou même d'apporter sa voix. Nous essaierons donc d'apporter des propositions franco-françaises en se voulant être le rappel au Lumières et en essayant de chercher pour notre pays l'exemple qui doit inspirer et créer une union internationale.

La transition énergétique ne peut se faire qu'en diminuant les inégalités sous peine de véritable révolution sociale :

Quelques rappels : en France:8 millions de gens vivent sous le seuil de pauvreté, en 2017, 1% des plus riches se sont accaparé 82% des richesses, les inégalités augmentent de manière exponentielle depuis les années 80. Tout ceci est parfaitement étayé: selon l'oxfam 26 personnes dans le monde détiennent 50% des richesses mondiales et selon l'économiste Thomas Piketty (mais pas que), les inégalités sont aujourd'hui plus importantes qu'avant la 2e guerre mondiale.

Ces inégalités sont sources d'injustices et de sentiments d'injustices majeures au sein de notre société de manière tout à fait justifiée et cela entraîne que le socle social du pays, sa cohérence, son respect entre les différentes classes sociales en soient profondément affectés. Ainsi, il est facile de prouver que l'on ne contribue pas de manière assez progressive d'un bout à l'autre des échelons. Si selon les économistes dominants et la doctrine gouvernementale, taxer les plus riches n'entraînent en rien une plus grande efficacité budgétaire (risque gains/ pertes par compétitivité fiscale européenne, fuite des investissements etc. ce qui est parfaitement discutable) cela entraîne un risque majeur bien plus important que la rentrée ou la perte de 4 milliards sur les recettes fiscales : le risque de redouter le passager clandestin. C'est à dire (à l'origine dans la théorie des jeux) le problème du bénéficiaire sans contrepartie, des profiteurs et de l'opportunisme. Je pense que le climat actuel dans le pays est tout à fait révélateur de ce principe.

Le risque de considérer une personne n'appartenant pas à sa couche sociale de profiter du système est prégnante : que l'on soit d'un côté ou de l'autre de la richesse accumulée. Cette stratégie du bouc émissaire, que l'on peut lire dans les propos de Monsieur Macron à l'attention des moins fortunés est tout aussi visible chez Monsieur Mélenchon et sa stratégie d'opposition à l'oligarchie. Ce climat délétère est tout sauf propice à une transition énergétique plausible et plus ou moins sereine.

Mais il faut savoir aussi relativiser...

Les émissions de gaz à effet de serre sont issues pour moitié des 10 % les plus riches de la population mondiale. Une association britannique (Globalrichlist), dans le but de faire prendre conscience de la relativité de la richesse de tout à chacun, a établi un comparateur de revenu mondial. Le calcul est fait en parité de pouvoir d'achat. Il détermine qu'un an de smic français équivaut à 119 ans de travail d'un agriculteur ghanéen. Un smicard français fait partie des 7% les plus riches du monde. Et en France le salaire median est de 1700€... On peut raisonnablement dire qu'une personne gagnant ce salaire fait partie des 10% les plus destructeurs de la planète.

Ce constat fait, il n'a pas pour but de culpabiliser tel ou tel personne, ni de désigner tel ou tel bouc émissaire, mais plutôt de faire prendre conscience que chacun de nous, de par son style de vie, son confort si précieux, fait peser sur chacun de nos enfants le risque de non survie à l'âge adulte ou tout du moins d'une vie paisible, stable, avec l'envie pour eux d'avoir eux mêmes des enfants. Nous sommes tous responsables, tous coupables, c'est pourquoi nous devons tous être un morceau de la solution. C'est pour cela en grande partie qu'il existe autant de déni environnemental dans notre pays : le refus de voir la réalité des choses est à l'égal que le refus de remettre en question notre propre conscience.

Nous avons donc défini un constat majeur : nous consommons à la fois trop et de manière inégalement répartie. J'en profite pour dire que les chiffres que j'avance touchent en bonne partie soit une valeur (de l'argent) soit une quantité de CO2. Car c'est en effet sur ces deux notions que se concentrent toutes les inégalités : si mon voisin a parfaitement le droit de posséder plus d'argent que moi et d'avoir une plus belle maison, la société doit pouvoir avoir un droit de regard sur la manière dont il consomme cet argent. En effet, un voyage en avion à l'autre bout du monde, des repas riches en viande et en produits exotiques, une voiture plus émettrice qu'une autre ont des conséquences pour chaque habitant du globe, et attente plus ou moins à la survie du vivant, que ce soit les non humains ou nos enfants.

Je ne mentionnerai que ce qui me tient le plus à cœur, c'est à dire des mesures intéressantes la transition en essayant de les faire coïncider avec les baisses des inégalités.

La transition énergétique est un terme aujourd'hui galvaudé et parsemé de multiples poncifs. Certains croient en une "croissance verte", d'autres ne jurent que par les EnR ou la voiture électrique, certains croient encore que trier ses déchets fait partie de la transition. Reprenons les différents points en fonction de leurs émissions de GES :

Les transports :

La "solution" voiture électrique est très incertaine : manque de terres rares (dont le lithium) et autres métaux pour remplacer le parc mondial. Elle ne sera donc accessible qu'à une proportion limitée de la population en fonction de sa richesse. (L'augmentation de consommation électrique peut être compensée par la diminution de l'utilisation de l'électricité domestique (isolation, appareils moins énergivores) selon une étude de l'ADEME).

La voiture électrique a un impact considérable sur l'environnement et on estime sa neutralité par rapport à un véhicule thermique aux alentours de 200 000km. Elle a donc son utilité pour les véhicules circulant beaucoup : transports en commun, véhicules de location, livreurs, taxi, ambulances etc.. des transports en commun électriques à bas coût pour l'utilisateur dans les zones à mobilité réduite semblent donc indiqués pour faire face à l'augmentation inexorable du prix du pétrole.

La voiture à hydrogène (de par la production même de dihydrogène liquide) pollue également et utilise des ressources énergétiques. Elle est donc une voie mais pas une solution ultime non plus. Les biocarburants : les pays ayant tenté l'expérience comme le Brésil en sont revenu. En effet, la production de biocarburant occupe des terres agricoles ne pouvant plus servir à l'alimentation. En France l'ADEME estime que si toutes les terres arables se mettaient à faire du biocarburant, cela pourrait alimenter... 10% du parc automobile.

Bref, il n'y a pas de solution miracle mais la création d'un mix. Il y a fort à parier que l'aventure de l'automobile personnelle était le rêve du XXe siècle.

Les mesures :

Enjoindre les constructeurs à créer des véhicules légers peu consommateurs et encourager le marché par une élévation drastique du bonus/malus à l'achat des véhicules.

Maintien de la TICPE mais destination totale des recettes au financement de transports en commun accessibles au plus bas prix pour la population.

Encouragement fiscal pour toute personne allant travailler en petit véhicule individuel : vélo, vélo électrique, trottinettes électriques, jusqu'à une certaine limite de poids (Twizy).

Progressivité du coût des carburants grâce à la création d'un compte personnel énergétique. Ainsi, dans un espace géographique disposant d'infrastructures de transports en commun, le carburant deviendrait plus cher à mesure que l'on en utilise, ce qui inciterait à choisir un autre mode de locomotion. Ça ne peut être valable que dans une zone où la mobilité en commun est possible, le compte personnel énergétique s'installant progressivement avec le maillage de transports publics financé par les taxes.

Encouragement au covoiturage avec création d'un maillage organisé par les entreprises en fonction du nombre de salarié.

Encouragement fiscal par la baisse du carburant à partir du moment où l'on utilise un moyen de covoiturage agréé. Taxation de l'aérien national pour encourager le consommateur à préférer le train.

La consommation énergétique des bâtiments :

Encouragement fiscal massif (selon les directives du Shift) à l'isolation des bâtiments ainsi qu'à l'investissement dans des moyens de chauffage plus responsables: pompes à chaleurs, poêle de masse etc.

Les matériaux choisis pour l'isolation devront respecter un cahier des charges environnemental pour limiter l'impact.

Lutte contre l'obsolescence programmée par la création d'une taxe imposée aux constructeurs ne respectant pas une obligation de durabilité de leurs produits mais aussi en les obligeant à fournir des pièces détachées bien longtemps après l'année de construction de leurs produits.

Création enfin d'un bonus/malus énergétique et de durabilité pour les constructeurs d'électroménager. Le consommateur notamment le moins aisé se trouverait à beaucoup moins changer ses appareils.

L'agriculture:

Taxe carbone appliquée aux produits alimentaires, les recettes de ces taxes devant être répercutées sur l'encouragement aux installations d'agriculteurs bio mais aussi et surtout sur la recherche en

agroécologie et la permaculture afin de généraliser l'ensemble de cette pratique, la recherche d'une agriculture bas carbone, avec moins d'intrants étant indispensable et privilégiant la création d'emplois. Création de normes drastiques aux conditions d'abattage des animaux, et application d'un droit à une vie digne pour les animaux destinés à la consommation.

Il est évident que les premiers produits les plus taxés en fonction de leur responsabilité dans les émissions de GES seront la viande bovine, les produits laitiers, mais aussi et surtout les produits venant du bout du monde ou les produits créés à l'opposé de leur présence naturelle en fonction des saisons. Subventions locales aux paysans (et à moindre mesure aux distributeurs) s'inscrivant dans le cadre de la proximité producteur/consommateur (calqué sur le système AMAP). Cela permettrait d'encourager la localisation de paysans sur tout le maillage territorial, de conserver l'autonomie alimentaire de la France, d'aider le paysan à obtenir une juste rémunération pour un travail vertueux, des produits plus sains pour le consommateur et bien sûr un plus grand respect de la terre et une baisse des GES.

Volet fiscal:

Les personnes ayant plus hauts revenus sont les plus émetteurs de carbone et consommateurs de ressources. De même bon nombre d'entreprises émettrices de GES bénéficient du CICE sans avoir de contreparties réparatrices. Il me paraît donc souhaitable de créer un nouvel impôt pour ces entités que l'on pourrait appeler impôt de solidarité énergétique et de consommation carbone, ce qui rétablirait l'égalité suite à l'épisode ISF et pousserait les entreprises les plus polluantes à minimiser leur impact.

J'aurais bien entendu une foule d'autres choses à dire concernant l'évolution de notre régime démocratique, l'éducation de nos enfants (et les savoirs liés à l'écologie que nous sommes dans l'obligation de leur transmettre), la lutte contre la corruption de nos élus, la lutte contre l'exil fiscal, mais j'ai déjà trop parlé et les obligations de l'exercice démocratique m'incite à laisser respectueusement la parole aux citoyens suivants.